Document généré le 3 mai 2025 17:11

Relations industrielles
Industrial Relations

Le syndicalisme en quête d'autonomie et de renouvellement en Europe
Études de cas : Grèce, Espagne, Portugal et France
Unionism in Search of Autonomy and Renewal in Europe
Case Studies: Greece, Spain, Portugal and France

Anne Dufresne et Jean Vandewattyne

Volume 70, numéro 2, printemps 2015

Le syndicalisme en quête d'autonomie et de renouvellement en Europe : études de cas : Grèce, Espagne, Portugal et France
Unionism in Search of Autonomy and Renewal in Europe: Case Studies: Greece, Spain, Portugal and France

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1031483ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1031483ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)
1703-8138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Dufresne, A. & Vandewattyne, J. (2015). Le syndicalisme en quête d'autonomie et de renouvellement en Europe : études de cas : Grèce, Espagne, Portugal et France / Unionism in Search of Autonomy and Renewal in Europe: Case Studies: Greece, Spain, Portugal and France. *Relations industrielles / Industrial Relations*, *70*(2), 201–217. https://doi.org/10.7202/1031483ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

SYMPOSIUM

Le syndicalisme en quête d'autonomie et de renouvellement en Europe

Études de cas : Grèce, Espagne, Portugal et France

Anne Dufresne et Jean Vandewattyne

Introduction

Le syndicalisme[1] a émergé en Europe au milieu du 19ème siècle sous la forme d'un large mouvement social porteur d'une transformation profonde du contenu du travail et de la société. Pour les syndicats, à partir des années 1930, il s'agissait surtout de réformer en profondeur leurs représentations et leurs pratiques pour se métamorphoser de mouvement social en institution de la négociation collective. Aujourd'hui, l'intégration économique européenne, en particulier depuis la crise de 2008, conduit à une uniformisation tendancielle des systèmes nationaux de négociation collective, où c'est à la fois le rôle et la légitimité des syndicats qui sont mis en cause ainsi que l'autonomie de la négociation par un contrôle strict sur l'évolution des salaires[2] et la diminution des droits sociaux (chômage, retraite…). Ceci revient à une rupture profonde avec l'évolution historique de la négociation collective qui se basait sur la négociation de tels droits, et donc très probablement à un nouveau tournant dans l'histoire du syndicalisme. C'est pourquoi, le présent symposium explore les dynamiques à l'œuvre dans quatre pays européens : la Grèce, l'Espagne, le Portugal et la France. Les contributions interrogent les conditions qui permettraient au syndicalisme de renouer avec la dynamique historique du mouvement social afin de se ré-instituer comme acteur politique à part entière. Le regard posé porte sur la période récente, celle qui a pris naissance avec la dernière crise financière puis économique.

L'Europe a été un des continents les plus affectés par cette crise née à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis en 2007. Dans bon nombre de pays, les pouvoirs publics sont intervenus dans l'urgence afin de sauver certaines banques de la faillite et de soutenir le secteur financier et l'économie en général. Il s'en suivra une augmentation considérable des déficits publics débouchant sur la crise des dettes souveraines et la mise en place de politiques d'austé-

Anne Dufresne, chargée de recherche FRS-FNRS, CRIDES, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique (anne.dufresne@uclouvain.be).

Jean Vandewattyne, professeur, Service de psychologie du travail, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Mons, Belgique (jean.vandewattyne@umons.ac.be).

rité dictées par la Troïka[3]. Ces politiques, combinées à un secteur privé souvent en pleine rationalisation et restructuration, vont avoir pour principale conséquence une amplification de la crise économique et sociale dans laquelle l'Europe se débat depuis près de cinq ans et qui s'inscrit elle-même dans une dynamique beaucoup plus ancienne.

Les conséquences de la crise (réduction des salaires, chômage, contrats précaires, manque de perspectives…) donnent naissance à d'importantes mobilisations. Si certaines d'entre elles sont à l'initiative des organisations syndicales, d'autres résultent de dynamiques citoyennes dont le mouvement des Indignés (ou M15) en Espagne. Ce mouvement prend naissance le 15 mai 2011 lorsque, sans appel d'aucun parti ni syndicat, des milliers de manifestants se rassemblent à la *Puerta del Sol* à Madrid. Les réseaux sociaux jouent un rôle décisif dans cette mobilisation qui dénonce une démocratie au service des intérêts des seuls « puissants ». Les « *indignados* » privilégient des formes de fonctionnement participatives, décentralisées et horizontales, avec notamment des discussions collectives en assemblées générales. Parallèlement aux grandes manifestations, ils multiplient aussi les comités de défense, notamment contre les expulsions de locataires et de propriétaires ne pouvant plus faire face au remboursement de leur crédit hypothécaire. La dynamique ainsi lancée essaime dans d'autres pays avec, notamment, les *Aganaktismeni* en Grèce[4] ou les *Occupy Wall Street* aux États-Unis[5].

Quelle est alors la traduction politique de ces mobilisations citoyennes ? En Grèce, la récente victoire d'Alexis Tsipras à la tête de *Syriza*, lors des élections de janvier 2015, provoque un nouveau souffle à gauche de la social-démocratie[6]. Avec 36,3 % des suffrages exprimés et 149 députés sur 300, *Syriza* est devenu la première force politique grecque. Sur le plan européen, il s'agit du premier désaveu électoral des diktats de la Troïka et des politiques de régression sociale qui les ont suivi. Si cette victoire a suscité un enthousiasme important en Grèce, elle a aussi ouvert des perspectives dans d'autres pays. En Espagne, *Podemos*, directement issu des mobilisations citoyennes, semble être aujourd'hui en mesure de percer électoralement lors des prochaines élections. Toutefois, de par leur volonté de rupture avec les thèses néolibérales, ces partis suscitent l'hostilité croissante des instances européennes, ce qui réduit considérablement leur marge de manœuvre et la possibilité de concrétiser leurs promesses électorales.

Ainsi, alors que la gauche politique s'organise au Sud de l'Europe et que les nouveaux mouvements sociaux se multiplient, on constate que les résistances à la crise portées par les syndicats ne semblent pas avoir d'effets concrets. Elles ne parviennent ni à infléchir les politiques néolibérales ni à véritablement créer une dynamique forte autour de leurs alternatives. La crise actuelle n'a fait fina-

lement qu'accentuer le processus de perte de légitimité dont les organisations syndicales font l'objet depuis bien longtemps déjà. Dans bon nombre de pays, elles se sont vues marginalisées voire disqualifiées par le pouvoir politique et les médias. La Commission européenne n'hésite d'ailleurs pas à afficher son hostilité anti-syndicale, indiquant qu'il faudrait « promouvoir des mesures qui se traduisent par une réduction globale du pouvoir de fixation des salaires des syndicats » (Commission européenne, 2012 : 104). Ainsi, selon Stefan Clauwaert et Isabelle Schömann (2012 : 15), « les réformes du droit collectif du travail affaiblissent la représentation et l'action syndicales à tous les niveaux de négociation. Elles affectent la structure même des syndicats, ainsi que les moyens institutionnels dont ils disposent pour protéger et représenter les travailleurs »[7]. Depuis 2010, des décisions sont prises en Grèce, en Italie, en Espagne ou au Portugal (tout comme en Irlande ou encore en Hongrie) qui renvoient les syndicats de ces pays aux marges des systèmes de négociations et de concertation, et mettent à bas des équilibres laborieusement construits par négociation depuis plusieurs décennies[8].

C'est dans ce contexte lourdement chargé d'enjeux que le présent symposium se propose de mettre en avant des évolutions récentes dans le champ du syndicalisme, au travers de quatre études de cas sur des situations nationales contrastées. Sans prétendre ni à l'exhaustivité, ni à une analyse comparative, ces articles contribuent, chacun à leur manière, à la compréhension de la quête d'autonomie et de renouvellement du syndicalisme. Les auteurs de ce symposium mettent l'accent sur l'urgence de nouvelles stratégies syndicales. Ils examinent pour cela les dynamiques d'adaptation/d'opposition des diverses organisations syndicales nationales et interrogent les glissements « tectoniques » en cours et les possibilités d'émergence (ou non) d'un syndicalisme de transformation.

Grèce

L'article d'ouverture de ce symposium constitue l'une des premières tentatives de documenter l'impact des politiques d'austérité sur le renouveau syndical en Grèce, pays de loin le plus touché par la crise et soumis au diktat de la Troïka dès 2010[9]. Alors même que le mouvement anti-austérité a pris de l'ampleur sous la forme de grandes mobilisations populaires, **Lefteris Kretsos** et **Markos Vogiatzoglou** s'attachent en contre-point à montrer l'impuissance du syndicat institutionnel, la Confédération générale des travailleurs grecs (*Geniki Synomospondia Ergaton Ellados*, GSEE) qui ne parvient pas à résister à cette régression sociale sans précédent. Face à cela, les auteurs mettent en évidence la naissance de nouveaux mouvements ou groupes de militants et de travailleurs de base, signe d'un vif renouveau syndical : ce sont des associations de quartier formées par des travailleurs (incluant les travailleurs sans emploi), des salariés d'entreprises autogérées en état d'occupation, mais aussi et surtout des « syndicats de

travailleurs précaires » regroupés en partie sous la plate-forme des *Precarious Workers Unions* (PWU). Grâce à une enquête détaillée et approfondie sur la base de nombreux entretiens avec les acteurs de terrain, nous découvrons ces lieux méconnus de l'action syndicale qui seraient au syndicalisme ce que *Syriza* est à la politique européenne : la frange radicale qui propose des alternatives réelles à l'austérité. L'article conclut alors à un nécessaire rapprochement stratégique entre ces nouveaux syndicats radicaux et les syndicats traditionnels.

Espagne

Dans le cas de l'Espagne, le deuxième article présente une analyse théorique et empirique originale. **Holm Detlev Köhler** et **Jose Pablo Calleja Jimenez** interrogent tout d'abord le concept de « syndicalisme de mouvement social » — combinant les théories sur les nouveaux mouvements sociaux (NMS)[10] et sur le renouveau syndical — avant d'appliquer cette grille au cas espagnol. Parmi les pratiques novatrices permettant d'améliorer le pouvoir syndical dans un contexte qui lui est défavorable, les auteurs se focalisent sur celle des alliances entre syndicats et mouvements. Ils montrent comment, alors même qu'émergeait le mouvement des *indignados* suivi des marées citoyennes (*mareas ciudadanas*), les syndicats ont aussi dû réagir, confrontés à la dégradation des conditions de travail, à la fragmentation des collectifs de travail, et au spectre du chômage. Partant de ce contexte inédit, les auteurs cherchent à comprendre la viabilité de la coopération entre les nouveaux mouvements anti-austérité et les deux grands syndicats espagnols chez qui l'on retrouve d'ailleurs la plupart des faiblesses structurelles déjà évoquées pour les syndicats grecs. Finalement, nous sont révélées, de nouveau ici, les conditions nécessaires pour une stratégie de « syndicalisme de mouvement social ».

Portugal

Dans la même lignée, **Hermes Augusto Costa**, traitant le cas du Portugal, met l'accent sur l'apparition de nouveaux acteurs collectifs jouant un rôle croissant dans la lutte contre les politiques d'austérité développées par les gouvernements portugais sous l'injonction de la Troïka. Elle apparaît, là encore, comme une conséquence de la difficulté des deux grands syndicats portugais à quitter le domaine de la défense des droits acquis et des travailleurs qui en bénéficient pour englober les précaires et les chômeurs. Ces nouveaux acteurs sont à l'origine de plusieurs grandes mobilisations populaires. L'une d'elles (12 mars 2011) parvint à réunir 300 000 personnes dans les rues des principales villes portugaises, phénomène inédit depuis la chute de la dictature en 1974. Parallèlement à la mise en perspective de ces démonstrations de force, l'article propose une analyse de deux conflits intervenus dans le secteur culturel et dans des centres d'appel du

secteur de la santé. Ces études de cas détaillées montrent à la fois les conditions de travail très précaires dans ces branches d'activité et la difficulté qu'éprouvent les travailleurs précarisés à se faire entendre par les syndicats institutionnels, ce qui les pousse à trouver des alternatives.

France

Enfin, hasard du calendrier, la crise financière et économique est intervenue en France alors même que le pouvoir public s'est engagé dans une profonde réforme du régime de la représentativité syndicale via la *Loi n° 2008-789* du 20 août 2008 « portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail ». Dans leur article, **Sophie Béroud** et **Jean-Michel Denis** se proposent d'en analyser les conséquences à partir d'une étude de cas sur l'Union syndicale Solidaires, qui regroupe les syndicats Solidaires, unitaires et démocratiques (Sud) et des syndicats de la sphère dite « autonome ». Cette organisation, qui s'est constituée à partir des années 1980, avait pour projet de faire exister un syndicalisme de transformation sociale largement basé sur la mobilisation. La *Loi de 2008* lui a ouvert une perspective nouvelle en lui offrant la possibilité d'être considéré comme représentatif et donc de participer à la négociation sociale. Dès lors, la question, que se posent les auteurs, est celle d'une éventuelle « rationalisation progressive » de ses structures et de son action liée à sa plus grande intégration dans le « dialogue social » et, *in fine*, du possible maintien d'un syndicalisme plutôt tourné vers la mobilisation et la transformation sociale.

Finalement, si ces quatre articles illustrent bien de fortes dynamiques de mouvement social en marche dans la plupart des pays, sont également mises en relief les difficultés qu'a le syndicalisme à construire sa capacité de résistance en tant que mouvement, à développer des alliances, mais aussi à s'ouvrir à de nouveaux publics et, par conséquent, à de nouvelles formes de protestation sociale (occupation de places publiques, assemblées citoyennes…). Les diverses études de cas identifient ainsi les marques d'un syndicalisme traditionnel qui peine à se renouveler : des divisions internes à l'organisation ou entre organisations selon les cas, un répertoire d'actions limité (en particulier des appels à la grève générale, devenue peu efficace dans certains pays), mais aussi et surtout une bureaucratie syndicale liée à la social-démocratie. En effet, depuis que le *New Labour* de Tony Blair et le « nouveau centre » de Gerhard Schröder ont fortement tiré la social-démocratie vers l'idéologie néolibérale, le syndicalisme se trouve pris à revers de ses alliances historiques. Cette difficulté est encore aggravée aujourd'hui par la radicalisation de la politique impulsée par les institutions européennes.

Outre les difficultés inhérentes à l'inertie des structures institutionnelles, l'originalité de ce symposium consiste aussi et avant tout à mettre en évidence les

innovations syndicales qui se développent, en particulier au Sud de l'Europe. Depuis 2010, de nouveaux groupes ou mouvements apparaissent, en effet, à mi-chemin entre le mouvement social et le syndicalisme puisqu'ils représentent les travailleurs précaires fortement touchés par l'austérité. Ceux-ci construisent peu à peu — hors institution — ce qu'on peut désormais nommer un « syndicalisme des précaires »[11]. Liés et en partie issus des mouvements anti-austérité — desquels ils ont hérité le fonctionnement horizontal de la démocratie directe et la forte capacité d'intervenir sur les réseaux sociaux —, les nouveaux syndicats, tels que les *Precarious Workers Unions* (PWU) en Grèce ou les inflexibles au Portugal, possèdent un fort pouvoir de mobilisation, tout en ayant une difficulté à s'inscrire dans la durée.

Autre apport du symposium, ces quatre articles contribuent tous au plan théorique et empirique à étudier le syndicalisme dans sa dimension sociétale, définissant le syndicat en tant qu'acteur sociopolitique, jouant un rôle dans la transformation sociale. Richard Hyman théorisait, dès les années 1970, l'ambivalence du syndicalisme entre autonomie et intégration (mouvement social et institution)[12] en en faisant la source du pouvoir du syndicalisme à être reconnu comme acteur politique (Hyman, 1975). Selon Hyman, à l'époque, la mission de participation institutionnelle du syndicat lui avait été octroyée par les pouvoirs politiques du fait de la tension dialectique entre son « *power for* » et son « *power over* » : force avec laquelle il faut compter, composer (mobilisation), mais aussi sur laquelle on peut compter (canalisation et modération d'une trop forte contestation) afin que l'institutionnalisation soit préservée. Quarante ans plus tard, étant donné les difficultés rencontrées par la mobilisation syndicale, cette « dialectique » nécessite l'apport de nouvelles sources de pouvoir et, en particulier, la création de coalitions avec les nouveaux acteurs de la mobilisation (Gumbrell et Hyman, 2013). Entre autonomie et intégration, c'est bien cet enjeu stratégique majeur que le présent symposium s'attache à mettre en évidence dans nombre de pays : l'articulation entre les mouvements sociaux, porteurs de dynamiques syndicales contestataires, et les syndicats institutionnels, facteurs de stabilisation.

Et, au-delà, si les alliances entre mouvements sociaux et syndicats parviennent à se renforcer dans chacun des pays, ne serait-ce pas là l'embryon d'une dynamique dépassant le niveau national, d'un mouvement social européen déjà rêvé par Pierre Bourdieu dans les années 2000 (Bourdieu, 2000)? Des mobilisations collectives transnationales existent déjà depuis plusieurs années, en alliance avec des mouvements sociaux (Bieler et Lindberg, 2010) sur le plan européen[13]. Et la journée d'action européenne du 14 novembre 2012 (dit 14N), que l'on peut considérer comme le jour historique de la première grève générale transnationale dans l'UE, peut nous y laisser songer[14].

Notes

1 « Syndicalisme » et « syndicat » seront employés dans ce texte pour désigner les organisations syndicales institutionnalisées, autrement dit considérées comme représentatives dans le système de relations professionnelles étudié.

2 À l'échelon de l'UE, la nouvelle « gouvernance économique européenne (GEE) » mise en place à partir de 2010 a imposé une « norme salariale européenne », c'est-à-dire un seuil maximal d'augmentation du coût salarial unitaire à tous les pays de l'UE (Dufresne, 2015). Pour une analyse détaillée des conséquences de la GEE sur les négociations collectives et sur les syndicats à l'échelon de l'UE et dans sept pays (cf. Dufresne et Pernot, 2013).

3 La troïka désigne l'alliance de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international pour superviser les plans d'austérité et leurs implications dans certains pays de l'UE (en particulier Grèce, Portugal, Espagne (traités ici) ainsi qu'Irlande et Chypre).

4 Le 5 juin 2011, plus de 250 000 *Aganaktisemni* (qui signifie « en colère » en grec) se réunirent sur la place Syntagma devant le Parlement pour protester contre l'injustice du plan d'austérité imposé par le gouvernement sous injonction de la Troïka.

5 Cristina Flesher Fominaya et Laurence Cox (2013) mettent en perspective l'émergence des mouvements européens anti-austérité suite aux mouvements sociaux qui ont émergé partout dans le monde, de la révolution des casseroles en Islande (2008) au printemps arabe initié en Tunisie, en 2010. L'ouvrage explore en détail les continuités historiques de ces cycles de contestations.

6 Un des points cruciaux du programme prévoyait d'effacer la plus grande partie de la dette publique, qui s'élève à près de 177 % du PIB. *Syriza* voulait aussi inclure un « *moratorium* », soit un délai dans le paiement de la dette pour relancer la croissance, et conditionner le remboursement au retour de celle-ci.

7 Pour des analyses plus détaillées des conséquences de la gouvernance économique sur les systèmes de négociation collective et les syndicats, voir (Schulten et Müller, 2013). Et plus généralement, concernant l'impact sur les droits sociaux, voir (Clauwaerts et Schömann, 2012) et (Laulom *et al.*, 2012).

8 Seule l'Allemagne, qui ne sera pas traitée ici, pourrait apparaître comme un possible contre-exemple, voir comme une exception, puisque la négociation articulée entre la branche et les conseils d'entreprise a permis de mettre rapidement en œuvre la préservation du cœur industriel au cours des moments les plus aigus de la crise (cf. Lehndorff, 2013).

9 Pour exemple, les salariés grecs ont perdu environ 50% de leur pouvoir d'achat entre 2009 et 2014. Pour une analyse détaillée de la régression sociale (cf. Lanara, 2012 ; Karakioulafis, 2013 ; Burgi, 2014).

10 La sociologie des mouvements sociaux (Sommier, 2001 ; Fillieule *et al.*, 2010), que cela soit dans son inspiration française, principalement tourainienne, ou anglo-saxonne, s'est tendanciellement donnée pour objets d'analyse des mobilisations s'organisant hors de la sphère productive.

11 La littérature sur la mobilisation/représentation des travailleurs précaires se développe particulièrement depuis l'éclosion de la crise (cf. Béroud et Bouffartigues, 2009 ; Chabanet, Dufour et Royall, 2011 ; Noiseux, 2012).

12 Mona-Josée Gagnon propose le concept de « dialectique instituée » afin de traduire « d'une part [l']ambivalence fondamentale [du syndicalisme] et la tension constante entre ses deux

pôles de définition et, d'autre part, l'absence de possibilité de stabilisation qui en découle » (Gagnon, 1991 : 22).

13 Dans le prolongement des mobilisations altermondialistes et des Forums sociaux européens des années 2000, un *Altersummit* a été lancé le 10 novembre 2012 à Florence : cette plateforme réunit certains syndicats et mouvements sociaux et se donne pour objectif d'« aider à la construction d'un mouvement social européen » (voir http://www.altersummit.eu/?lang=fr).

14 En effet, ce jour-là et pour la première fois dans l'UE, des actions de grèves ont été menées simultanément dans six pays : au niveau interprofessionnel en Espagne, Grèce, Italie, et Portugal ; et, au plan sectoriel, en Belgique et en Lituanie (cf. Helle, 2015).

Références

Béroud, Sophie et Paul Bouffartigues (eds). 2009. *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives?* Paris : La dispute.

Noiseux, Yanick. 2012. « Syndicalisme et organisation des travailleurs atypiques ». *Nouveaux cahiers du socialisme : Du prolétariat au précariat. Le travail dans l'ombre du capitalisme contemporain*, 7, 149-164.

Bieler, Andreas et Ingmar Lindberg (eds.). 2010. *Global Restructuring, Labour, and the Challenges for Transnational Solidarity*. Londres: Routledge.

Bourdieu, Pierre. 2000. « Pour un mouvement social européen », *Manière de voir*, 52, 78-82.

Burgi, Noëlle. 2014. *La grande régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*. Le bord de l'eau.

Chabanet, Didier, Pascale Dufour et Frédéric Royall (dir). 2011. *Les mobilisations sociales à l'heure du précariat*, Rennes : Presses de l'EHESP.

Clauwaert, Stefan et Isabelle Schömann. 2012. « The Crisis and National Labour Law Reforms: A Mapping Exercise », *ETUI Working Paper*, 4.

Commission européenne. 2012. *Vers une reprise génératrice d'emplois*, COM (2012)173final, Strasbourg.

Dufresne, Anne. 2015. « The Trade Union Response to the European Economic Governance Regime. Transnational Mobilization and Wage Coordination », dans *Transfer, Special Issue, European Collective Action in Times of Crisis*, 21 (2), May 2015, 141-156.

Dufresne, Anne et Jean-Marie Pernot (éds). 2013. « Les syndicats face à la nouvelle gouvernance européenne ». *Chronique internationale de l'IRES*, 143-144.

Fillieule, Olivier, Eric Argrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.). 2010. *Penser les mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.

Flesher Fominaya, Cristina et Laurence Cox (eds). 2013. *Understanding European Movements: New Social* Movements, Global Justice Struggles, Anti-Austerity Protest. London and New York: Routledge.

Gagnon, Mona-Josée. 1991. « Le syndicalisme : du mode d'appréhension à l'objet sociologique ». *Sociologie et sociétés*, 23 (2), 79-95.

Gumbrell-McCormick, Rebecca et Richard Hyman. 2013. *Trade Unions in Western Europe. Hard Times, Hard Choices*. Oxford: Oxford University Press.

Helle, Idar. 2015. « A New Proletariat in the Making? Reflections on the 14 November 2012 Strike and the Movements of 1968 and 1995 ». *Transfer, Special Issue, European Collective Action in Times of Crisis*, 21 (2), May 2015, 229-242.

Hyman, Richard. 1975. *Industrial Relations: A Marxist Introduction*, Basingstoke: Macmillan.

Karakioulafis, Cristina. 2013. « Grèce. Les syndicats dans la ligne de mire de la troïka », *Numéro spécial, « Les syndicats face à la nouvelle gouvernance européenne », Chronique internationale de l'IRES*, 143-144 (novembre), 121-132.

Laulom, Sylvaine, Emmanuelle Mazuyer, Christophe Teissier, Claude-Emmanuel Triomphe et Pascale Vielle. 2012. « Crise : quelles évolutions du droit social en Europe ? », *ETUI Policy Brief*, 2.

Lanara, Zoé. 2012. *Les syndicats grecs et la crise. Un acteur important sous pression*. Berlin : Friedrich Ebert Stiftung.

Lehndorff, Steffen. 2013. « Allemagne. Un géant endormi? Le rôle des syndicats avant et pendant la crise européenne ». *Chronique internationale de l'IRES*, 143-144, 53-64.

Schulten, Thorsten et Torsten Müller. 2013. « Un nouvel interventionnisme européen ? L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur les salaires et la négociation collective », *Bilan social de l'Union européenne*, OSE/ ETUI, 189-224.

 © DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES, UNIVERSITÉ LAVAL - ISSN 0034-379X – RI/IR, 70-2, 2015, 210-217

SYMPOSIUM

Unionism in Search of Autonomy and Renewal in Europe

Case Studies: Greece, Spain, Portugal and France

Anne Dufresne and Jean Vandewattyne

Introduction

Unionism[1] emerged in Europe in the mid-19th century as a large social movement that brought profound changes to the content of work and to society. For trade unions in the 1930s, the challenge was to enact far-reaching reforms in their representations and practices in order to turn this social movement into a collective bargaining institution. Today, European economic integration, especially since the 2008 crisis, has led to a trend-setting standardization of national collective bargaining systems, in which both the role and legitimacy of trade unions are challenged, as is their bargaining autonomy, through strict control over wage increases[2] and the reduction of social rights (unemployment benefits, pensions, etc.). This marks a profound break with the historical development of collective bargaining, which was based on negotiating these rights, and thus most likely a new turning point in the history of unionism. This Symposium therefore explores the dynamics at work in four European countries: Greece, Spain, Portugal and France. The articles in this issue examine the conditions that would help unionism revive the historical dynamics behind the social movement in order to re-establish itself as a political actor in its own right. This examination focuses on the recent period, which started with the last financial-cum-economic crisis.

Europe was one of the continents most affected by this crisis, which resulted from the collapse of the real estate bubble in the United States in 2007. In many countries, public authorities took emergency action in order to save some banks from bankruptcy and support the financial sector and the economy in general. A considerable increase in public deficits thus ensued, leading to the sovereign debt crisis and the implementation of austerity policies dictated by the Troika.[3] These policies, combined with a private sector that was, in many cases, in the midst of a process of rationalization and restructuring, mainly deepened the social and

Anne Dufresne, Researcher FRS-FNRS, CRIDES, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique (anne.dufresne@uclouvain.be).

Jean Vandewattyne, Professor, Service de psychologie du travail, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Mons, Belgique (jean.vandewattyne@umons.ac.be).

economic crisis with which Europe had been struggling for almost five years, and which involves much older dynamics.

The consequences of the crisis (wage reduction, unemployment, precarious contracts, lack of prospects, etc.) gave rise to major mobilizations. While some of these mobilizations were initiated by union organizations, others ensued from citizen movements including the Indignants Movement (or 15-M Movement) in Spain. This movement was launched on May 15, 2011, when, without having been prompted by any political party or trade union, thousands of demonstrators gathered at the *Puerta del Sol* in Madrid. The social networks played a decisive role in this mobilization, which denounced a democracy serving only the interests of the "powerful." The "*Indignados*" favoured participatory, decentralized and horizontal forms of functioning involving, in particular, collective discussions in general assemblies. At the same time, they also created many committees for the defense of citizen's rights, and in particular, against the forced expulsion. This movement spread to other countries with, namely, the *Aganaktismenio* movement in Greece[4] and the *Occupy Wall Street* protests in the United States.[5]

What have these citizen mobilizations translated into politically? In Greece, the recent victory of Alexis Tsipras, leader of *Syriza*, in the elections of January 2015, has breathed new life into the social-democratic Left.[6] With 36.3% of votes cast and holding 149 of 300 seats in Parliament, *Syriza* has become the leading political force in Greece. At the European level, this was the first electoral disavowal of Troika's diktats and the ensuing social regression policies. While this victory aroused great enthusiasm in Greece, it also created opportunities for other countries. In Spain, the *Podemos* Party, stemming directly from citizen mobilizations, appears to be on the brink of electoral success. On the other hand, because of their willingness to break with neoliberal doctrines, these parties have aroused growing hostility from the European bodies, thus considerably reducing their room for manoeuvre and the possibility of fulfilling their election promises.

While the political Left has been getting organized in Southern Europe and new social movements have proliferated, the resistance to the crisis put up by the unions does not appear to have had concrete effects. The unions have failed to influence neoliberal policies and to truly create a strong dynamic around their alternatives. The current crisis has merely intensified the loss of legitimacy that union organizations have been undergoing for many years. In many countries, the unions have been marginalized, or even discredited, by the political powers and the media. Moreover, the European Commission has been quick to display its anti-union hostility, indicating that it is necessary to "promote measures which result in an overall reduction in the wage setting power of trade unions"

(European Commission, 2012: 104). Thus, according to Stefan Clauwaert and Isabelle Schömann (2012:15), "these reforms of collective labour law will definitely weaken trade union representation and action at all bargaining levels. They affect the very structure of trade unions as well as their institutional means of protecting and representing workers."[7] Since 2010, decisions have been made in Greece, Italy, Spain and Portugal (as well as in Ireland and Hungary) that have relegated these countries' trade unions to the fringes of bargaining and concertation systems, threatening a balance that was constructed with great difficulty over several decades.[8]

It is in this challenge-ridden context that this Symposium presents recent developments in the field of unionism through four contrasting national case studies. While these articles do not claim to be exhaustive or to present a comparative analysis, they each contribute in their own way to enhancing our understanding of unionism's search for autonomy and renewal. The authors of this Symposium emphasize the urgent need for new union strategies. To this end, they examine the dynamics of adjustment/opposition in different national union organizations and investigate the "tectonic" shift that is taking place and the opportunities (or lack thereof) for a transformative unionism to emerge.

Greece

The opening article of this Symposium constitutes one of the first attempts to document the impact of austerity policies on union renewal in Greece, the country that has, by far, been the most affected by the crisis and which has been subject to Troika's diktat since 2010.[9] While the anti-austerity movement has expanded into large popular mobilizations, **Lefteris Kretsos** and **Markos Vogiatzoglou** seek, as a counterpoint, to show the powerlessness of the major institutional trade union, the General Confederation of Greek Workers (*Geniki Synomospondia Ergaton Ellados*, GSEE), which has failed to resist this unprecedented social regression. In this context, the authors highlight the emergence of new movements or groups of grassroots activists and workers, indicative of a strong and lively trade union renewal, involving neighbourhood associations formed by workers (including unemployed workers) and employees in self-managed, occupied companies, but also, and especially, "precarious workers' unions" grouped in part under the *Precarious Workers' Unions* (PWUs) platform. These authors' detailed and in-depth investigation based on numerous interviews with actors in the field reveals unknown spaces for union action which are to unionism what *Syriza* is to European politics: the radical fringe which is putting forward real alternatives to austerity. The article concludes that a strategic rapprochement is required between these new radical trade unions and the traditional trade unions.

Spain

The second article, on the case of Spain, presents an original theoretical and empirical analysis. **Holm Detlev Köhler** and **Jose Pablo Calleja Jimenez** first examine the concept of "social movement unionism"—combining theories on new social movements (NMSs)[10] and trade union renewal— before applying this framework to the Spanish case. Among the innovative practices that have helped to enhance trade union power in a context that is unfavourable to such power, these authors focus on alliances between trade unions and social movements. They show how, as the *Indignados* movement emerged, followed by the Citizen's Tide coalition (*mareas ciudadanas*), trade unions have also had to react as they face the deterioration of working conditions, the fragmentation of work collectives, and the spectre of unemployment. Based on this unprecedented context, the authors seek to understand the viability of cooperation between the new anti-austerity movements and the two major Spanish unions, in which most of the structural weaknesses mentioned in the case of Greek trade unions can also be found. Lastly, this article points out, here again, the necessary conditions for a "social movement unionism" strategy.

Portugal

Similarly, **Hermes Augusto Costa**, examining the case of Portugal, highlights the emergence of new collective actors that have played a greater role in the struggle against the austerity policies developed by the Portuguese governments under Troika's injunction. This appears, here again, to be a consequence of the difficulty that the two major Portuguese trade unions have had in moving away from defending acquired rights and the workers who benefit from them in order to include (in their struggle) precarious workers and the unemployed. These new actors have been behind several large popular mobilizations. One such mobilization (on March 12, 2011) brought 300 000 people together in the streets of the main Portuguese cities, an unprecedented phenomenon since the fall of the dictatorship in 1974. This article puts these demonstrations of force into perspective and presents an analysis of two conflicts arising in the cultural sector and health-related call centres. These detailed case studies bring out both the highly precarious working conditions prevailing in these industry sectors and the difficulty experienced by precarious workers in making themselves heard by the institutional trade unions, factors that are pushing them to find alternatives.

France

Lastly, by some fate of the calendar, the financial and economic crisis unfolded in France just as the government was engaged in an in-depth reform involving new rules

on the representativeness of trade unions through *Law No. 2008-789* of 20 August, 2008 "on the Renovation of Social Democracy and Reform of Working Time." In their article, **Sophie Béroud** and **Jean-Michel Denis** analyze the consequences of this reform based on a case study of the *Union syndicale Solidaires*, which brought the *Solidaires, unitaires et démocratiques* (SUD) unions together with unions in the so-called "autonomous" sphere. This organization, which was created in the 1980s, aimed to implement a unionism focused on social transformation, based largely on mobilization. The *Law of 2008* opened up a new prospect by allowing this union to be considered as a representative and thus to participate in social negotiation. For these authors, the question that arises is whether there is potential for a "progressive rationalization" of its structures and action linked with its greater integration into "social dialogue" and, *in fine*, whether a form of unionism that is more oriented towards mobilization and social transformation can be sustained.

To conclude, although these four articles clearly illustrate the strong dynamics behind the social movement under way in most countries, they also bring to light the difficulties faced by unionism in building its capacity for resistance as a movement and developing alliances, while also opening up to new publics and, consequently, new forms of social protest (occupying public places, citizens' assemblies, etc.). The different case studies thus identify the marks of a traditional unionism that is having trouble renewing itself, due to internal divisions within organizations or between organizations, depending on the case, and a limited repertoire of action (in particular, calls for general strikes which have become ineffective in some countries), but also, and especially, a union bureaucracy linked to social democracy. In fact, since Tony Blair's *New Labour* and Gerhard Schröder's "new centre" strongly pulled social democracy towards the neoliberal ideology, unionism has suffered a setback on account of its historical alliances. This problem is further compounded today by the radicalization of the policy driven by the European institutions.

In addition to pointing out the difficulties inherent in the inertia of institutional structures, this Symposium's originality primarily consists in highlighting the union innovations that are developing, in particular, in Southern Europe. Since 2010, new groups or movements have emerged which, in fact, are half-way between social movements and unionism insofar as they represent precarious workers who are strongly affected by austerity. These groups are gradually building—outside the institution—what can now be referred to as "a unionism of the precarious."[11] Linked with and partly stemming from anti-austerity movements—from whom they inherited the horizontal functioning of direct democracy and the strong capacity to take action on social networks—, these new trade unions, such as the *Precarious Workers' Unions* (PWUs) in Greece or the "Inflexible Precarious" in Portugal, possess strong mobilization power, but are having difficulty sustaining themselves over the long term.

Another contribution of this Symposium is that these four articles all contribute on a theoretical and empirical level by exploring unionism in its societal dimension, defining the trade union as a socio-political actor that plays a role in social transformation. In the 1970s, Richard Hyman theorized the ambivalence of unionism between autonomy and integration (social movement and institution),[12] arguing that this was the very source of the union's capacity to be recognized as a political actor (Hyman, 1975). According to Hyman, at the time, the trade union's goal of achieving institutional participation was granted to it by the political authorities because of the dialectic tension between its "power for" and its "power over": a power that must be taken into account and dealt with (mobilization), but that can also be relied on (channelling and moderating opposition that is too strong) in order to preserve the prevailing institutionalization. Forty years later, given the difficulties encountered by union mobilization, this "dialectic" requires the input of new sources of power and, in particular, the creation of coalitions with the new mobilization actors (Gumbrell and Hyman, 2013). Between autonomy and integration—this is precisely the major strategic challenge that this Symposium strives to bring to light in numerous countries: the linkage between social movements, drivers of union protest dynamics, and institutional unions, factors of stabilization.

Furthermore, while the alliances between social movements and trade unions have become stronger in each of these countries, could this also be the beginning of a dynamic that goes beyond the national level, the kind of European social movement that Pierre Bourdieu dreamed of in the 2000s (Bourdieu, 2000)? Transnational collective mobilizations have existed for several years now, in alliance with social movements (Bieler and Lindberg, 2010) at the European level.[13] Moreover, the European Day of Action on November 14, 2012 (dis 14N), which can be considered to be the historic day of the first transnational general strike in the EU, can make us look to the future.[14]

Notes

1 "Unionism" and "trade unions" are used in this text to refer to institutionalized union organizations, in other words, considered to be representatives in the industrial relations system under study.

2 At EU level, the new "European Economic Governance (EEG)," implemented as of 2010, imposed a "European wage standard," i.e. a maximum threshold for labour unit cost increases on all EU countries (Dufresne, 2015). For a detailed analysis of the consequences of EEG on collective bargaining and trade unions at EU level and in seven countries, see Dufresne and Pernot, 2013.

3 Troika refers to the alliance between the European Central Bank, the European Commission and the International Monetary Fund to oversee the austerity plans and their implications in some EU countries (namely, Greece, Portugal, and Spain (examined here), as well as Ireland and Cyprus).

4 On June 5, 2011, more than 250 000 *Aganaktisemnio* (meaning "outraged" in Greek) gathered at Syntagma Place in front of Parliament to protest against the injustice of the austerity plan imposed by the Government under Troika's injunction.

5 Cristina Flesher Fominaya and Laurence Cox (2013) put into perspective the emergence of European anti-austerity movements following the social movements that emerged all over the world, from the Saucepan Revolution in Iceland (2008) to the Arab Spring that began in Tunisia, in 2010. Their book explores in detail the historical continuities of these protest cycles.

6 A crucial point of their program involved erasing most of the public debt, which stands at almost 177% of GDP. Syriza also wanted to include a "moratorium," i.e. a payment extension for the debt in order to relaunch growth, and make reimbursement conditional on the return of growth.

7 For more detailed analyses of the consequences of economic governance on collective bargaining systems and trade unions, see Schulten and Müller (2013). And more generally, regarding the impact on social rights, see Clauwaerts and Schömann (2012) and Laulom *et al.* (2012).

8 Only Germany, which will not be examined here, may appear to be a possible counter-example, seen as an exception, since the bargaining articulated between industry and the business councils allowed for a rapid implementation of the preservation of the industrial core during the most acute moments of the crisis (cf. Lehndorff, 2013).

9 For example, Greek employees lost approximately 50% of their buying power between 2009 and 2014. For a detailed analysis of the social regression, see Lanara, 2012; Karakioulafi, 2013; and Burgi, 2014.

10 The sociology of social movements (Sommier, 2001; Fillieule *et al.*, 2010), whether in its French, mainly Tourainian, or Anglo-Saxon inspiration, adopted trend-setting objects of analysis relating to mobilizations organized outside the production sphere.

11 The literature on the mobilization/representation of precarious workers has developed, in particular, since the crisis broke out (cf. Béroud and Bouffartigues, 2009; Chabanet, Dufour and Royall, 2011; Noiseux, 2012).

12 Mona-Josée Gagnon proposes the concept of "instituted dialectic" in order to explain "on the one hand [the] fundamental ambivalence [of unionism] and the constant tension between its two poles of definition and, on the other hand, the resulting lack of opportunity for stabilization" (Gagnon, 1991: 22; trans.).

13 In the wake of anti-globalization mobilizations and European Social Forums during the 2000s, an *Altersummit* was launched on November 10, 2012 in Florence. This platform brought together a number of trade unions and social movements and set itself the goal of "helping to create a European social movement" (see http://www.altersummit.eu/?lang=fr).

14 Indeed, on that day and for the first time in the EU, strike actions were simultaneously conducted in six countries: at the inter-professionnel level in Spain, Greece, Italy, and Portugal; and at the sectoral level in Belgium and Lithuania (cf. Helle, 2015).

References

Béroud, Sophie and Paul Bouffartigues (eds). 2009. *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives?* Paris: La dispute.

Noiseux, Yanick. 2012. "Syndicalisme et organisation des travailleurs atypiques." *Nouveaux cahiers du socialisme: Du prolétariat au précariat. Le travail dans l'ombre du capitalisme contemporain*, 7, 149-164.

Bieler, Andreas and Ingmar Lindberg (eds.). 2010. *Global Restructuring, Labour, and the Challenges for Transnational Solidarity*. London: Routledge.

Bourdieu, Pierre. 2000. "Pour un mouvement social européen," *Manière de voir*, 52, 78-82.

Burgi, Noëlle. 2014. *La grande régression. La Grèce et l'avenir de l'Europe*. Le bord de l'eau.

Chabanet, Didier, Pascale Dufour and Frédéric Royall (eds). 2011. *Les mobilisations sociales à l'heure du précariat*, Rennes. Presses de l'EHESP.

Clauwaert, Stefan and Isabelle Schömann. 2012. "The Crisis and National Labour Law Reforms: A Mapping Exercise," *ETUI Working Paper*, 4.

Commission européenne. 2012. *Vers une reprise génératrice d'emplois*, COM (2012)173final, Strasbourg.

Dufresne, Anne. 2015. "The Trade Union Response to the European Economic Governance Regime. Transnational Mobilization and Wage Coordination." in *Transfer, Special Issue, European Collective Action in Times of Crisis,* 21 (2), May 2015, 141-156.

Dufresne, Anne and Jean-Marie Pernot (eds). 2013. "Les syndicats face à la nouvelle gouvernance européenne." *Chronique internationale de l'IRES*, 143-144.

Fillieule, Olivier, Eric Argrikoliansky and Isabelle Sommier (eds). 2010. *Penser les mouvements sociaux*. Paris: La Découverte.

Flesher, Fominaya, Cristina and Laurence Cox (eds). 2013. *Understanding European Movements: New Social Movements, Global Justice Struggles, Anti-Austerity Protest*. London and New York: Routledge.

Gagnon, Mona-Josée. 1991. "Le syndicalisme: du mode d'appréhension à l'objet sociologique." *Sociologie et sociétés*, 23 (2), 79-95.

Gumbrell-McCormick, Rebecca and Richard Hyman. 2013. *Trade Unions in Western Europe. Hard Times, Hard Choices*. Oxford: Oxford University Press.

Helle, Idar. 2015. "A New Proletariat in the Making? Reflections on the 14 November 2012 Strike and the Movements of 1968 and 1995." *Transfer, Special Issue, European Collective Action in Times of Crisis*, 21 (2), May 2015, 229-242.

Hyman, Richard. 1975. *Industrial Relations: A Marxist Introduction*, Basingstoke: Macmillan.

Karakioulafis, Cristina. 2013. "Grèce. Les syndicats dans la ligne de mire de la troika," *Numéro spécial, "Les syndicats face à la nouvelle gouvernance européenne," Chronique internationale de l'IRES*, 143-144 (November), 121-132.

Laulom, Sylvaine, Emmanuelle Mazuyer, Christophe Teissier, Claude-Emmanuel Triomphe, and Pascale Vielle. 2012. "Crise: quelles évolutions du droit social en Europe?," *ETUI Policy Brief*, 2.

Lanara, Zoé. 2012. *Les syndicats grecs et la crise. Un acteur important sous pression*. Berlin: Friedrich Ebert Stiftung.

Lehndorff, Steffen. 2013. "Allemagne. Un géant endormi? Le rôle des syndicats avant et pendant la crise européenne." *Chronique internationale de l'IRES*, 143-144, 53-64.

Schulten, Thorsten and Torsten Müller. 2013. "Un nouvel interventionnisme européen? L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur les salaires et la négociation collective," *Bilan social de l'Union européenne*, OSE/ ETUI, 189-224.